



Hôpital Saint Antoine
184, rue du faubourg Saint Antoine / 75 012 Paris
Tél. : 01 40 27 18 36
courriel : sud-sante.aphp@aphp.fr

www.sud-sante-aphp.fr

Membre de l'Union Syndicale Solidaires

Syndicat des personnels
de l'Assistance Publique
des Hôpitaux de Paris

> Communiqué de presse

Le premier ministre a peine nommé porte une attaque comme jamais vue depuis que la sécurité sociale existe. Dans sa lettre adressée aux organisations syndicales représentatives, la stratégie de Lecornu, dans un contexte politique qui le voit sans majorité, est claire. Division de l'intersyndicale, remise en cause du mode de financement de la sécurité sociale, attaque du syndicalisme de lutte et de transformation sociale, dans le seul but de servir les intérêts des plus riches, de la classe dominante et au passage de chercher le soutien du rassemblement national et de la non censure.

La sécurité sociale n'a pas pour vocation de servir à réindustrialiser le pays. Servir aux libéraux l'argent de la protection sociale sur un plateau, eux qui n'ont jamais supporter depuis qu'elle existe, de ne pouvoir spéculer et faire du profit dessus, n'est pas acceptable. Nous devons combattre ce projet, réunir toutes les forces d'opposition pour le faire tomber.

Le cynisme et la provocation qui se lit dans cette lettre, s'ils ne sont pas surprenants, doivent cesser. Remettre en cause le salaire socialisé, proposer un système dont l'idée serait de remettre au plus vite les gens au travail au moindre coût, va à l'encontre de l'esprit de solidarité d'après-guerre. Nous devons défendre l'État providence, reprendre la gestion et le contrôle de notre bien commun à tous: c'est notre argent, c'est à nous de décider ce que nous devons en faire. Face aux dominants, notre classe sociale doit s'unir et se mobiliser.

Plus que jamais nous devons, salarié(e)s, syndicats, forces démocratiques, retraité(e)s, étudiant(e)s, précaires, usagers de la santé, collectifs de défense de la santé, tous les secteurs du sanitaire, médico-social et social... nous organiser pour créer les conditions de la grève générale et imposer une autre voie qui conduit à un système démocratique, égalitaire et solidaire.

"Je cotise à hauteur de mes moyens, je reçois à hauteur de mes besoins".